



Décision individuelle N°2024-321

Pétitionnaire : Eau d'Azur, représentée par Monsieur Vincent PONZETTO
Adresse : Crystal Palace 369/371 Promenade des Anglais- CS 53135 06203 NICE Cedex 3
Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national
Intitulé du projet : travaux de sécurisation de la conduite d'eau potable alimentant Roubion
Localisation : rive gauche de la Vionène, en amont du hameau de Vignols, au nord de la commune de Roubion (06)

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 13 et 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 26 août 2024,

Considérant la demande d'autorisation de travaux reçue le 02 août 2024, complétée le 12 août 2024, par la Régie Eau d'Azur, représentée par Monsieur Vincent PONZETTO,

Considérant que la conduite d'alimentation en eau potable de la commune de Roubion se trouve dans un talus en bord du cours d'eau de la Vionène et qu'une érosion a mis à nu la conduite sur 13 ml, la laissant sans assise et en péril de rupture,

Considérant la nécessité d'intervenir avant le prochain hiver afin d'éviter une érosion supplémentaire qui engendrerait des travaux et impacts plus importants,

Considérant que les travaux consistent en le remplacement de la conduite sur 12 ml et en la réalisation d'une protection constituée en une rangée de gabions sur 13 ml,

Considérant la programmation des travaux intervenant après l'émergence des alevins de truite fario et avant la période de reproduction des truites,

Considérant que les travaux seront réalisés à sec et loin du lit mouillé et qu'aucune déviation du cours d'eau n'est nécessaire,

Considérant que la source du Vallon du Démant est une des ressources principales d'alimentation en eau potable de la commune de Roubion et que les travaux de sécurisation de son adduction paraissent justifiés et limités à leur strict nécessaire,

Considérant qu'il convient de d'encadrer les modalités de mise en œuvre des travaux par des prescriptions complémentaires pour garantir la compatibilité des travaux avec les objectifs de protection des patrimoines naturels du cœur,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

La régie Eau d'Azur, ci-après désignée le bénéficiaire et représentée par Monsieur Vincent PONZETTO, est autorisée à procéder à des travaux de sécurisation de la conduite d'adduction en eau potable de la commune de Roubion se trouvant en rive gauche du vallon de la Vionène, en amont du hameau de Vignols, au nord de la commune de Roubion (06).

Ces travaux consistent en la réalisation d'une rangée de gabions sur 13 ml, remblayée à l'arrière par des matériaux alluvionnaires. La canalisation en acier reposera dans un matelas de sable importé, isolé par un géotextile.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Prescriptions relatives à l'organisation et au déroulement général du chantier

2.1. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour à toutes les réunions de chantier, notamment à la réunion d'installation de chantier et à celle de recollement.

Contact :

Service territorial de la Tinée : 04.93.02.42.27

Chef de service : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr ; 06.14.06.26.85)

adjoint au chef de ST : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr ; 06.24.70.20.71)

2.2. Tout balisage nécessaire aux travaux ou à l'approvisionnement du chantier devra être réalisé à l'aide de dispositifs visuels entièrement réversibles de type panneaux, filets de chantier ou rubalise ; dans ce cadre, l'usage de la peinture est proscrit.

Tous les dispositifs de balisage devront être retirés en fin de chantier.

2.3. Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le stockage temporaire des matériaux et déchets en extérieur sera réalisé de manière à éviter toute dégradation ou dispersion par l'homme, la faune sauvage ou les aléas météorologiques (pluie, vent, neige).

2.4. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus (canettes, mégots, papiers, emballages, résidus de décantation, ...) devra être intégralement collecté et évacué en-dehors du cœur de parc vers les installations de traitement autorisées. Tout brûlage est interdit.

2.5. S'ils sont nécessaires aux travaux, les engins de compresseur et groupe électrogène seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué.

2.6. L'ensemble des engins, matériels et outils susceptibles de provoquer une pollution accidentelle (huile, liquides hydrauliques, hydrocarbure...) devra être en parfait état de fonctionnement et de propreté, l'étanchéité de tous les flexibles et éléments de moteur devant être assurée. Les engins seront équipés de bacs de rétention ou confinés et mis sur tapis absorbants lors des périodes

d'inactivité.

Toutes les équipes disposeront de kit anti-pollution et seront formées à leur utilisation.

2.7. Les ravitaillements en carburant seront positionnés le plus loin possible du lit majeur du torrent et mis en œuvre sur des espaces équipés d'un revêtement étanche, entièrement amovible.

Ce(s) revêtement(s) sera (seront) retiré(s) en fin de chantier.

2.8. Aucun rejet polluant issu des engins de chantier ou des outils thermiques (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) ne devra être déversé dans le milieu naturel lors du chantier.

2.9. En cas de rejet polluant, le chef du service territorial concerné ou un représentant du Parc national du Mercantour devra être immédiatement informé, la reprise du chantier étant assujettie à son accord écrit et à la mise en œuvre des modalités de dépollution décidées d'un commun accord.

- Prescriptions relatives à la protection de berge

2.10. Les gabions sont disposés sur une rangée de 13 ml et pré-remplis de blocs rocheux de géologie identique à celle du site. Ces blocs sont propres et exempts de débris ou semences à caractère invasif.

2.11. L'import de matériaux de remblaiement en provenance de l'extérieur du cœur est interdit. Seul l'import de sable est autorisé sous réserve qu'il soit propre et exempt de débris ou semences à caractère invasif.

2.12. La hauteur du remblaiement derrière les gabions n'excède pas celle de la crête de l'ouvrage. Le remblaiement est réalisé avec des matériaux prélevés dans le lit majeur du cours d'eau sur une surface large. Les matériaux prélevés sont d'une granulométrie variée.

2.13. Le façonnage de levées de terre sur berges à proximité du lit vif n'est pas autorisé. A proximité de toutes les zones d'intervention des engins, les berges du lit vif seront mises en défens à l'aide d'un filet de chantier amovible.

2.14. Un calcul des volumes de matériaux effectivement prélevés pour la mise en œuvre du remblai sera réalisé. Ces résultats seront mis à disposition des agents de contrôle. Aucun export en dehors du cœur de ces matériaux n'est autorisé.

- Prescriptions relatives aux mesures d'évaluation des travaux

2.15. Le milieu sera remis en état a minima, selon le mode opératoire suivant : décompactage / griffage des surfaces hors d'eau et compactées par le passage des engins et/ou le stockage temporaire des matériaux.

2.16. L'ensemble de la zone impactée par les travaux sera grossièrement modelé en pente douce de l'amont vers l'aval et du versant vers le lit mouillé, au fur et à mesure des prélèvements et de la remise en état.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de sa notification et jusqu'au 15 octobre 2024.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ou des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité des travaux.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 2 septembre 2024

La directrice
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU

Copie :

- service territorial de la Tinée
- commune de Roubion

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.